

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe de l'Union Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 44 -3ème année

21 Février 1945

QUAND LE "NOUVEL ORDRE EUROPEEN" DEVIENT LA "DECLARATION DE L'EUROPE LIBEREE"...

"Yalta, c'est le coup décisif contre l'Allemagne", a claironné la propagande alliée à la suite du communiqué final des "Trois". "Le dernier espoir de l'Allemagne fasciste s'en va, grâce à l'entente des "3 grands" sur la future organisation de l'Europe".

Ainsi les commentaires "enthousiastes" révèlent en premier lieu que les sacrifices communs imposés par les "trois" à des centaines de millions d'hommes pour "détruire le fascisme" ne les auraient pas empêchés, en cas de mésentente sur la future "organisation" de l'Europe, c'est-à-dire sur le partage des sphères d'influence, de tendre, chacun pour soi, la main à "l'ennemi". La propagande alliée nous rassure complètement : ce "dernier espoir" de l'Allemagne s'est effondré, car les 3 ont réussi à s'entendre.

Puisque c'est à cette entente sur "l'organisation de l'Europe" par Churchill, Roosevelt et Staline que nous devons "définitivement" (?) la "destruction du fascisme" (allemand), voyons en quoi elle consiste, quel est l'avenir des peuples d'Europe (et du monde) décidé en Crimée.

Le "nouvel ordre européen"

Quand Hitler se mit à découper l'Europe suivant les intérêts des capitalistes allemands, il le fit sous prétexte d'organiser un nouvel ordre européen. Il prétendit même avoir unifié l'Europe, pour la seule raison que le labeur de tous les pays était sucé par les tentacules du capital financier allemand. A la place de l'Europe de 1919, le nouvel ordre européen de Hitler ne représentait qu'une aggravation terrible des maux engendrés par le traité de Versailles : découpage d'Etats nouveaux dans la chair vive des nations, nouvelles barrières douanières, appauvrissement terrible des masses, effondrement des monnaies, croissance monstrueuse du militarisme et de l'oppression policière. Hitler procéda au déplacement forcé de populations engendrant des malheurs effroyables pour les masses, et à la déportation par millions de la main-d'oeuvre des pays occupés. Ce plan et cette organisation monstrueux, baptisés "nouvel ordre européen" auraient signifié le rejet de l'Europe dans la barbarie. Ils devaient échouer et ont échoué !

"La déclaration de l'Europe libérée"

Que signifie la "déclaration de l'Europe libérée" issue de la Conférence des "trois" ? La déclaration est ornée du mot démocratie et proclame la lutte contre le "nazisme". Mais les "trois" affirment en même temps s'être consultés non seulement dans l'intérêt commun de leurs peuples respectifs, mais aussi de ceux de l'Europe "libérée", dont cependant aucun gouvernement n'a été consulté. La "déclaration" des trois "démocrates" est donc un acte de force contre tous les peuples d'Europe ; elle proclame d'ailleurs que créer les conditions de paix, déterminer la situation économique des peuples, constituer des gouvernements et contrôler les élections en Europe, c'est la tâche et la prérogative exclusive des gouvernements américain, anglais et russe.

Et pratiquement dans l'Europe déjà "libérée", nous trouvons la situation suivante : découpage d'Etats nouveaux dans la chair vive des nations (le sort de la Pologne alliée, voilà le sort projeté de l'Europe de demain), autant de barrières douanières que dans "l'ordre nouveau", appauvrissement terrible des masses, la même inflation monétaire, les mêmes militarisme et oppression policière contre les peuples (Grèce, Belgique, France, etc.). Le déplacement forcé de populations et la déportation des travailleurs sont également prévus (Pologne, Italie et Allemagne, etc.).

Toutes ces "mesures" alliées sont bien entendu, justifiées par le prétexte de la destruction du nazisme. Mais quelle victoire démocratique est celle qui, en détruisant (provisoirement, comme en 1918) l'impérialisme allemand, engendre dans le monde entier les mêmes maux que celui-ci avait déjà produits ? L'entente des "trois" contre le "nazisme" ressuscite, pour tous les peuples d'Europe, le nouvel ordre européen de Hitler, baptisé pour la circonstance "déclaration de l'Europe libérée".

Mais tout comme les plans de Hitler, les plans monstrueux des alliés doivent échouer. Malgré les défaites subies par la classe ouvrière, et par conséquent par les peuples coloniaux et opprimés, devant l'impérialisme, les exploités et les opprimés ont cependant encore l'exemple impérissable de la Révolution soviétique de 1917 qui, quel que soit le sort de celle-ci, empêchera l'humanité de se résigner aux plans impérialistes. Et l'exemple révolutionnaire de 1917 sera d'autant plus vite suivi par les travailleurs du monde entier, que les impérialistes ne cesseront de les mener de catastrophe en catastrophe.

La dictature des "trois" et la paix

En effet, la dictature des "trois" assurera-t-elle au moins la paix du monde ? Tout d'abord, leur union n'existe actuellement que pour en finir avec les rivaux impérialistes allemands et japonais, que les "Forces Unies", d'après les estimations officielles alliées, ne pourront vaincre que dans un ou deux ans ! Et déjà cette union en vue d'en finir avec leurs grands rivaux n'a été possible que sur le dos non seulement des colonies et semi-colonies (y compris la Chine), mais aussi sur celui des moyennes et petites puissances capitalistes (France, Belgique, Hollande, etc.). En supposant que les "trois" puissent maintenir leur union pendant longtemps (chose impossible), le monde ne connaîtra pas la paix, mais une lutte acharnée des peuples contre les trois grands. La résistance de l'Europe aux plans des trois ne sera pas moins forte que la résistance de l'Europe à l'ordre nouveau de Hitler. La Grèce nous en fournit un premier exemple. Serait-ce la paix, un monde livré aux expéditions punitives et aux coups d'Etat militaristes ?

Mais cette union est tellement chancelante, que chacun des trois tient en réserve un système d'alliances avec des moyennes et petites puissances, système qui en cas de conflit entre les trois, divisera automatiquement le monde en blocs antagonistes : bloc occidental (Angleterre), union panaméricaine (USA), sphère d'influence russe, etc. Et la guerre impérialiste déferlera à nouveau (si jamais il y a une courte trêve) sur le monde. Cette politique des blocs inclurait à nouveau les impérialismes vaincus parmi les puissances mondiales, comme le démontre l'existence d'un Comité allemand à Moscou, formé de généraux de la Wehrmacht hier encore soutiens solides de Hitler.

Le monde politique oscille entre la dictature de deux ou trois puissances et des blocs antagonistes, parce que l'économie mondiale est dominée par les capitalistes monopoleurs qui ne peuvent se maintenir qu'en se taillant une part de plus en plus grande dans l'exploitation des richesses matérielles et humaines du globe entier (marchés, pétroles, matières premières, colonies, etc.).

Pour une paix véritablement démocratique

Encore plus qu'en 14-18, cette guerre a été menée sous le couvert idéologique de la lutte de la "démocratie contre le fascisme". Cependant les trois chefs de la guerre "libératrice" ont élaboré à Yalta un projet de paix archi-impérialiste. L'impossibilité d'une cohabitation pacifique et fraternelle par une paix démocratique en régime capitaliste, s'avère ainsi définitivement.

En 1939 les travailleurs ont été vaincus dans leur lutte contre la guerre impérialiste ; après tant de sacrifices consentis dans cette guerre pour les capitalistes, ils doivent au moins gagner la paix, une paix véritablement démocratique.

A bas les "réparations" qui maintiendraient pour des générations, sur le dos des masses pauvres des pays vaincus, des charges écrasantes et dont tout le profit irait dans les poches des capitalistes ;

A bas les déportations de travailleurs !

A bas l'occupation étrangère de territoires, qui engendre des conflits terribles entre les peuples (souvenons-nous de l'occupation de la France) ! L'occupation de l'Allemagne, loin de démocratiser celle-ci, ne ferait au contraire que la maintenir derrière les chefs fascistes.

N'oublions pas que le nazisme (fascisme allemand) est né précisément de la résistance au traité de Versailles, à l'occupation et au découpage de territoires allemands. Cette occupation perpétuerait en outre dans tous les pays les bagnes militaires (casernes et usines militarisées) pour tous les travailleurs !

A bas les frontières capitalistes, à bas les annexions !

Droit des peuples à disposer réellement d'eux-mêmes, en premier lieu pour les colonies et semi-colonies, y compris la séparation de leurs oppresseurs.

Mais que les travailleurs se souviennent que "celui qui promet aux peuples la paix "démocratique" sans prêcher en même temps la révolution socialiste, celui qui nie la lutte pour un but total, la lutte dès le temps de la guerre, celui-là dupe les prolétaires" ! (Lénine).

* * *

UNE "INTERNATIONALE" AU SERVICE DES MARCHANDS DE CANONS

A Londres s'est réunie une Conférence mondiale des Syndicats. On présente celle-ci comme une nouvelle force pour protéger la classe ouvrière mondiale contre l'exploitation ; ce qui prouve, par un autre côté, cette vérité élémentaire, qu'à notre époque les conditions de vie des ouvriers d'un pays ne peuvent pas être bonnes quand celles du pays voisin sont mauvaises.

Cependant la presse des capitalistes, contre lesquels cette conférence est donc en principe dirigée, l'approuve en termes élogieux. "Quand nos ennemis nous louent, il faut se demander quelle faute on a fait". C'est ce qu'il faut donc chercher.

A la Conférence de Londres, un représentant de la CGT, Saillant, a déclaré : "nous nous refusons à identifier la classe ouvrière de n'importe quel pays avec les dictatures qui l'ont opprimée". Cependant cette Conférence a été intitulée par ses participants même comme une Conférence des "nations alliées". En dehors de celles-ci, sept pays neutres seulement y participaient. Le principe de la participation des pays "ex-ennemis" (l'Italie par exemple, dont la classe ouvrière mène les magnifiques batailles depuis juillet 1943) a été admis après une discussion laborieuse ; mais "si des délégations se présentent, la commission des mandats jugera si elles seront considérées comme membres de droit ou simples observateurs".

Le mode de convocation de la Conférence de Londres, entre "nations alliées" et jetant l'exclusive sur les pays en guerre avec "nos" gouvernements, dément donc entièrement les paroles de Saillant et stigmatise cette conférence comme n'étant nullement une conférence des travailleurs du monde entier indépendamment de leurs gouvernements, mais comme une conférence de bureaucrates convoqués sur ordre de leur propre bourgeoisie et dans des buts dictés par celle-ci.

Le principal mot d'ordre de la Conférence a été : "faire la guerre". Dans leur pays respectif, les bureaucrates, grâce à ce mot d'ordre, aident le patronat à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, pour les intérêts du capitalisme. Cependant, à côté de cette unanimité nécessaire à la bourgeoisie de tous les pays (faire la guerre) les bureaucrates se sont divisés sur toutes les autres questions en fonction des intérêts de leur propre gouvernement. Le délégué de la CGT, Dupuis, s'adresse pour le compte de la bourgeoisie française aux impérialistes alliés : "Donnez-nous des armes et des équipements, et nous pouvons mettre en campagne un million d'hommes". Citrine, des Syndicats anglais, défendant le point de vue de la bourgeoisie anglaise, n'est pas pour l'annexion des régions industrielles allemandes à la France, mais pour un contrôle "international" (voir anglo-américain). Les plans impérialistes de dépeçage, de déportation de populations et de main-d'oeuvre, de militarisation et d'exploitation accrus ont été approuvés par les délégués. Tous, ils sont pour l'anéantissement de "l'ennemi"... allemand. De même que dans tous les pays, les ouvriers payent les crimes de leur bourgeoisie, les bureaucrates syndicalistes veulent faire payer aux ouvriers allemands les crimes de la bourgeoisie impérialiste allemande.

Les intérêts des ouvriers de tous les pays sont absolument identiques. Le rôle des Syndicats serait d'organiser l'action ouvrière, de prendre des mesures pour qu'au moment où le danger menacerait la classe ouvrière d'un pays, les Syndicats des autres pays prennent sa défense, d'entretenir au sein de la classe ouvrière la solidarité internationale dans la lutte contre le capitalisme. Au lieu de cela, les social-chauvins en défendant les intérêts de leurs capitalistes, spoliateurs, rivaux, impérialistes, perpétuent pour la classe ouvrière son rôle de chair à canon. La politique de la bourgeoisie a toujours été : "Si tu veux la paix (à l'intérieur) prépare la guerre (à l'extérieur)". La politique de la classe ouvrière doit être : "guerre à la guerre", guerre à notre propre bourgeoisie fauteur de guerre.

En échange de leur propagande auprès des ouvriers en faveur de la bourgeoisie, les bureaucrates réclament de celle-ci des bénéfices, non pas pour les ouvriers, mais pour eux-mêmes : quelques sièges dans les conférences bourgeoises de discussion pour l'après-guerre. Ils continueront ainsi l'oeuvre de duperie de la classe ouvrière, en entretenant les illusions dans les nouvelles SDN, les nouvelles comédies de pacifisme, la "punition des coupables", etc. jusqu'à la prochaine guerre.

Les bureaucrates staliniens, qui sont pour la dissolution de l'ancienne FSI et la création d'une nouvelle, où leur participation serait plus large, reprochent à l'ancienne Centrale de n'avoir pas su empêcher la guerre. En effet, en propageant devant les ouvriers les mensonges de la "lutte des démocraties contre le fascisme" extérieur, des bourgeoisies "pacifiques" et des bourgeoisies guerrières, en brisant la solidarité ouvrière par la haine nationale, les bureaucrates de la IIe Internationale ont permis à la bourgeoisie de se préparer et de déclencher la guerre. Mais quelle autre politique ont donc menée les staliniens, si ce n'est exactement la

même ? Qu'est devenue la IIIe Internationale ? Elle a été dissoute et ses membres s'acoquent aujourd'hui avec ceux de l'ancienne F.S.I. "qui n'a pas su empêcher la guerre".

Et si les social-chauvins n'ont pas su empêcher la guerre, que font-ils aujourd'hui pour mettre fin au carnage ? Pourquoi la Conférence de Londres n'a-t-elle pas lancé un appel de solidarité à la classe ouvrière allemande qui, en 1933, comptait plusieurs millions de militants socialistes et communistes ? S'il n'y avait eu maintenant qu'une chance sur cent pour que cet appel soit entendu, cela aurait encore valu la peine de le lancer, pour qu'il contribue à épargner le sang et les souffrances de millions d'hommes. Mais les social-chauvins sont les représentants vils de leur bourgeoisie qui veut, en asservissant la classe ouvrière allemande, asservir les ouvriers de tous les pays.

Les Syndicats sont l'oeuvre de la classe ouvrière à travers des dizaines d'années de lutte ; ils ne sont pas la propriété des bureaucrates. Les ouvriers sauront défendre leurs syndicats en chassant de leur sein les bureaucrates qui s'arrogent le droit de parler en leur nom pour trahir leurs intérêts. C'est pourquoi aussi les ouvriers conscients ne reconnaîtront pas dans les bureaucrates social-chauvins réunis à Londres leurs porte-parole. Ils lutteront avec énergie dans les syndicats pour que ceux-ci surmontent les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie et servent au combat émancipateur de la classe ouvrière. C'est dans cette voie qu'ils jetteront les bases d'une véritable internationale Syndicale ouvrière.

LA POLOGNE ENTRE LA TOMBE ET LA PRISON...

Quand en septembre 1939 Hitler attaqua la Pologne, ce fut le pacte liant celle-ci à l'Angleterre qui, par le jeu des alliances (Pologne-Angleterre-France) déclencha la deuxième guerre mondiale. "Le respect de la parole donnée", la "fidélité aux traités", "l'inviolabilité des frontières polonaises", furent invoqués par les gouvernements de Londres et de Paris pour justifier le nouveau massacre.

Quelles étaient ces frontières "inviolables" de la Pologne que tous les partisans de la liberté et de la démocratie devaient soi-disant défendre ?

Le tracé des frontières polonaises par les profiteurs de la première guerre mondiale, les capitalistes de l'Entente, firent de la Pologne le type même de l'Etat réactionnaire. La nation polonaise avait été crucifiée par l'histoire, car depuis 1772 les tsars de Moscou, les empereurs d'Autriche et les rois de Prusse se l'étaient trois fois partagée. Pendant la guerre de 14-18, tant qu'il y eut un tsar en Russie, les alliés, loin de songer à l'indépendance de la Pologne, devaient au contraire livrer à la Russie Constantinople et les Dardanelles. Mais la Révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre 17 fit changer la politique des alliés, qui utilisèrent la question polonaise non pas pour libérer la Pologne mais pour en faire un instrument contre les Soviétiques. C'est ainsi que la Pologne ne fut émancipée que pour se transformer à son tour sous la domination des capitalistes et des hobereaux polonais, en oppresseurs de treize millions de Biélorussiens arrachés à la Russie des Soviétiques en 1920, d'Allemands (Dantzig) et de minorités nationales, notamment plusieurs millions de Juifs qui subirent de la part des hobereaux polonais le système d'oppression que plus tard Hitler devait porter à la perfection.

C'est cette Pologne disparue en 1939 par l'attaque de Hitler que veut ressusciter la clique capitaliste polonaise de Londres, avec l'appui des alliés. L'avance de l'Armée Rouge a réduit à néant ce plan.

Résolue par la bureaucratie soviétique, la question polonaise fut envisagée par celle-ci suivant un système de sécurité politique et militaire, de modèle capitaliste. La nouvelle Pologne fabriquée à Moscou doit s'étendre en territoire allemand, c'est-à-dire tracer à nouveau des frontières dans la chair vive des nations, dresser les uns contre les autres Polonais et Allemands. Par ce "système" la bureaucratie espère non seulement écraser l'Allemagne, mais maintenir les Polonais sous sa férule. Utilisant dans ce but le Comité polonais dit de Lublin, composé de canailles aussi illustres que celles de Londres, la bureaucratie soviétique infligera à la Pologne, au point de vue national, ce qu'elle a déjà connu dans le passé, tout en maintenant la structure capitaliste de la Pologne !

Pour comprendre la situation ainsi faite à la Pologne, il suffit de rappeler que, voulant plaider l'entente du peuple polonais avec la Russie, Le Populaire citait les paroles suivantes : "Si la Russie est une prison, l'Allemagne est un tombeau".

Mais la Pologne ouvrière et paysanne ne doit pas choisir entre la tombe et la prison. Avec les autres peuples opprimés, avec les exploités du monde entier, les travailleurs polonais prendront la voie de la IVe Internationale. Car cette voie seule, par la révolution mondiale, mène à l'écroulement de l'impérialisme aussi bien allemand qu'allié, et délivrera l'URSS de sa bureaucratie. Dans le cadre des Etats-Unis socialistes

d'Europe tendant une main fraternelle à l'URSS régénérée, la Pologne renaîtra à une vie nouvelle et libre. C'est pourquoi la IVe Internationale soutient le droit du peuple polonais à disposer de lui-même non seulement contre les impérialistes de Berlin et de Londres, mais aussi vis-à-vis de la bureaucratie soviétique. Une Pologne capitaliste est vouée définitivement à l'exploitation et à l'oppression ; Vive une Pologne socialiste soviétique, indépendante de la bureaucratie de Moscou !

"Toute la politique alliée depuis l'automne 1943 donne plutôt l'impression que la révolution interne contre le régime hitlérien leur paraîtrait au fond extrêmement gênante. Ce qu'ils veulent MEME S'ILS DOIVENT LE PAYER PAR UNE PROLONGATION DE LA GUERRE DE QUELQUES MOIS- est l'anéantissement militaire net et incontestable des armées allemandes..." (Gazette de Lausanne, 14/2/45).